

de pétrole destinées à approvisionner l'est du Canada. Comme le signalait un journaliste du *Citizen* d'Ottawa, le 29 septembre dernier:

Si le prix mondial continue de grimper et que le prix au Canada soit freiné artificiellement, le coût de la subvention accordée par le gouvernement fédéral à l'industrie pétrolière, de l'ordre de 3.5 milliards de dollars en ce moment, ne cessera d'augmenter. Il en sera de même pour le déficit fédéral.

Pourquoi ne pas payer directement à la pompe ce que nous payons de toute façon, nous rapprocher du prix mondial, encourager de nouveau les investissements dans la mise en valeur et la prospection, atteindre notre objectif d'autarcie dans les années 1990 et, en même temps, protéger nos emplois et nos industries dans le centre du pays? Quand l'Ouest et l'Est se développent, le Canada central se développe également, et quand ils connaissent un marasme, il en va de même pour le centre du pays.

Le directeur de la production de la société Mobil Oil du Canada a dit récemment aux délégués présents à une conférence sur les mines qui se tenait à Halifax qu'il faudra trouver de nouveaux débouchés au Québec et en Ontario une fois que la production de gaz aura commencé au large des côtes. Les Maritimes ont des réserves de gaz naturel au large des côtes dont la production va commencer bientôt. L'Ontario ne peut répondre qu'à 0.2 p. 100 de ses besoins d'énergie à partir de ses propres réserves de gaz.

Un article du *Globe and Mail* rapporte les propos du premier ministre de l'Ontario, Bill Davis, selon lequel le gouvernement ontarien devra «activement promouvoir les intérêts des Ontariens». Ne vous semble-t-il pas évident qu'en agissant ainsi, nous servons également les intérêts des habitants des Maritimes? Ce que le gouvernement fédéral doit chercher à obtenir, c'est une collaboration et non un affrontement au sujet de la question des ressources.

Il y a quelque temps, la compagnie Gulf Canada a déposé un mémoire devant l'Office national de l'énergie dans lequel elle disait que «le Canada n'a qu'une chance minime de ne plus être tributaire du pétrole importé» dans les années 90. Elle a ajouté que si le gouvernement ne prend pas les décisions qui s'imposent au plus vite, notre pays devra importer jusqu'à 500,000 barils par jour pendant les années 90 et que cela nous coûtera près de 15 milliards de dollars par an.

Au sujet du pétrole importé, voici ce que disait la société Imperial Oil dans son mémoire soumis à l'Office national de l'Énergie:

... si le climat continue à être aussi peu propice aux investissements en raison du système de fixation des prix de l'énergie, du partage des recettes et de la réglementation, les investissements ne seront pas suffisants pour que nous en arrivions à l'autarcie.

J'ai eu des conversations avec des représentants de la société Imperial Oil et nous avons discuté de cette situation critique en termes concrets et humains ainsi que sur le plan strictement financier. Le projet de Cold Lake à lui seul, par exemple, représente dix millions de dollars par mois en frais d'exploitation, de développement et de soutien. La société admet que cela pourra continuer au maximum pendant quatre mois dans le cadre de la politique actuelle du gouvernement libéral. Après ce délai, toute la main-d'œuvre spécialisée et les techniciens chercheurs quitteront le Canada et iront dans n'importe quel coin du monde où le climat est plus propice à l'expansion et à la collaboration.

Pour en revenir brièvement à l'Ontario, région qui a peut-être le plus à gagner ou à perdre à long terme dans toute cette

L'énergie

affaire, je doute qu'il y ait une seule industrie ou un seul service en Ontario qui ne soit pas touché par l'industrie pétrolière. La construction non domiciliaire, par exemple, représente à peu près un dixième du produit national brut du Canada et c'est l'un des rares secteurs où l'on prévoit une croissance économique en 1981. Or le vice-président de la société Stelco de Hamilton a déclaré l'autre jour à Toronto, d'après le *Globe and Mail*:

... pour que cette croissance ait lieu, les gouvernements doivent laisser le prix du pétrole canadien approcher le niveau mondial et enlever les nombreuses barrières réglementaires qui empêchent la mise en valeur du pétrole et du gaz naturel.

La population de l'Ontario, comme celle de tout le Canada, attend avec impatience le dépôt du budget qui aura lieu bientôt. J'espère que ce budget rétablira la confiance et la fierté nationale que les Canadiens ressentaient en songeant à leur avenir. Le président de l'Association canadienne de l'habitation et du développement urbain a dit dernièrement:

Nous nous inquiétons surtout du manque de confiance des consommateurs, et le budget qui sera déposé prochainement peut jouer un rôle très important dans le rétablissement de la confiance.

Nous ne pouvons rester dans l'incertitude quant à nos objectifs énergétiques nationaux. Comme la Chambre de commerce de l'Alberta le soulignait dernièrement, le seul projet Alsands de la société Shell ajoutera 23.5 milliards de dollars au produit national brut du Canada, dont 6.2 milliards directement en Ontario. L'incidence que le seul projet Alsands aura sur l'industrie de l'Ontario suffit à dissiper les doutes que pourraient entretenir, sur les motifs des provinces, ceux qui vivent au Canada central. Par exemple, 800 millions de dollars iraient aux aciéries de Hamilton et d'autres villes, 370 millions à l'usinage de métaux et à la fabrication de machines à Toronto, 740 millions à la fabrication et au traitement, 325 millions à l'achat de matériel de transport ontarien, 370 millions aux institutions financières, 750 millions au commerce et aux services, et ainsi de suite. Cette infusion massive déborderait bien sûr dans d'autres domaines de l'économie et stimulerait la vente des biens de consommation.

Nous ne rêvons même pas en ce moment de pouvoir forer un puits exploitable sous les 5.1 millions d'acres faisant l'objet de prospections dans la baie d'Hudson dont les provinces limitrophes sont le Manitoba, l'Ontario et le Québec. On entendrait alors un tout autre son de cloche de la part des gouvernements provinciaux.

Je n'ai point besoin de dire à quiconque à la Chambre que le Canada possède d'énormes possibilités de développement de toutes ses sources d'énergie gazières et pétrolières en particulier. On ne saurait trop répéter que les industries canadiennes, en particulier celles du centre du Canada, sont prêtes à participer à cet effort et sont même désireuses de le faire. L'inflation galopante, le chômage, un déficit commercial massif ainsi qu'une dette nationale qui excède maintenant 100 millions de dollars sont autant de situations nécessitant l'intervention du gouvernement. Cela exige davantage que les faux-fuyants papalards auxquels il a recours actuellement. Cette situation met à l'épreuve la patience du pays ainsi que celle des députés et je puis vous dire que notre dépendance accrue envers le pétrole importé est beaucoup plus humiliante que la prétendue humiliation que nous avons subie les quelques fois, les quelques rares fois où nous avons dû nous adresser au Parlement de Westminster au cours du siècle écoulé.